

## La Coopération Universitaire au Développement saine et sauve ...pour 1 an! (23.4.12)

***Après l'approbation du Conseil des ministres, vendredi dernier, de financer à 100% la CUD en 2012 en liquidant déjà 67% des dépenses engagées, la FEF a été satisfaite d'apprendre la nouvelle du maintien de la CUD.***

La coopération universitaire est sauvée, pour un an du moins. Et cela grâce à la mobilisation de tous les acteurs dont les étudiants pour la soutenir et la défendre, ainsi que grâce à la dizaine de milliers de personnes qui ont signé la pétition « NON à un abandon de la coopération avec les universités des pays en développement ! », en un mois.

Mais le mouvement étudiant reste vigilant. D'ici la fin de l'année, le problème du financement de la coopération reviendra inévitablement sur l'avant-scène politique. En période d'austérité et donc de coupes budgétaires, il est trop facile de s'attaquer aux organes comme celui-ci. Ainsi, honteusement tatouée comme « compétence usurpée », la coopération universitaire au développement est l'indésirable du portefeuille fédéral. Le gouvernement fédéral voudrait transférer le dossier aux Régions, alors que l'analyse des comptes de ces dernières montre une incapacité réelle de financer le dossier.

Pour la FEF, il est clair que la coopération universitaire doit rester une compétence fédérale. Arrêtons de parler de compétences usurpées ! Le ministre Chastel avait alors lancé cette piste sans même réaliser une étude juridique préalable. Le système de financement mis en place doit être conservé.

Le budget de la Coopération Universitaire au Développement totalise 65 millions d'euros, une goutte d'eau en comparaison au 2,5 milliards d'euros que recherche notre Etat. Mais une goutte d'eau qui permet à plusieurs milliers de personnes, dans plus d'une vingtaine de pays, d'améliorer les soins de santé, de développer l'agriculture, de mettre en valeur le patrimoine végétal et culturel du pays et enfin d'offrir des bourses à des doctorants pour qu'ils puissent venir étudier ici.

La FEF suivra de près l'évolution de ce dossier.